



ALCO, une page se tourne

Communiqué le 11.03.2009 par ALCO

L'ALCO (Association Luxembourgeoise des Compliance Officers du secteur financier) a tenu hier, mardi 10 mars 2009, sa neuvième Assemblée Générale dans les salles de la Chambre de Commerce à Luxembourg.

Une assistance nombreuse était présente pour entendre les Responsables de l'Association faire le point sur ses activités, ses groupes de travail, sa politique de communication. Le nouveau site Internet a été présenté.

Rappelons que l'ALCO a été créée en décembre 2000 par un petit groupe de Compliance Officers dont faisait partie Jean-Marie Legendre, qui l'a présidée depuis lors. Après huit ans de présidence continue, celui-ci a estimé devoir tourner la page. Un renouvellement important du Conseil d'Administration a eu lieu avec l'élection de cinq nouveaux membres. Le Président sera élu à la fin du mois au sein du nouveau Conseil.

Ceci devrait permettre de poursuivre activement la politique de l'ALCO, qui a défendu le rôle de la compliance au sein du secteur financier et a contribué à son officialisation. L'ALCO se positionne comme une association représentant un métier, et non pas un secteur économique, et a ainsi trouvé sa place naturelle parmi les différentes associations du secteur financier à Luxembourg.

Les Compliance Officers ont eu l'occasion, ensuite, d'écouter un brillant exposé de Jean-François Boulot, Substitut Principal du Procureur d'Etat et Responsable de la Cellule de Renseignement Financier. Cet exposé a mis en lumière l'évolution de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme au Luxembourg dans le cadre de la nouvelle législation de 2008. Les aspects pratiques ont particulièrement intéressé l'assistance, largement composée de ceux qui, sur le terrain, ont à mettre en place les dispositions concrètes de la lutte, et assurer la collaboration avec les Autorités.

Au total, depuis sa création, l'ALCO connaît un développement assez remarquable et a acquis une réelle représentativité du secteur avec plus de 450 membres aujourd'hui. Gageons que la crise actuelle plaidera pour un renforcement continu de la fonction de compliance.